



Assemblée générale

Distr. générale
6 octobre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 117 c) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme :

situations relatives aux droits de l'homme

et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux

Situation des femmes et des filles en Afghanistan*

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport de la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Yakin Ertürk, consacré à la situation des femmes et des filles en Afghanistan et présenté en application de la résolution 2003/77 de la Commission des droits de l'homme.

* Ce document est soumis après les délais en vue de prendre en considération les informations les plus récentes.



Rapport de la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, consacré à la situation des femmes et des filles Afghanistan

Résumé

Dans son rapport sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan, la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, se félicite de la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes par le Gouvernement afghan qui témoigne de sa volonté politique et de son engagement à mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe. Certes, des progrès ont été réalisés depuis un an, mais des sujets de préoccupation demeurent, dont la Rapporteuse spéciale rend compte, ainsi que des obstacles qui subsistent. La Rapporteuse spéciale demande instamment au Gouvernement afghan en particulier de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à l'impunité des auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes, et rétablir l'état de droit. À ce propos, elle souligne qu'il faut, dans un premier temps, introduire des réformes juridiques et judiciaires compte tenu des normes internationales, afin de promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Les opportunités qui s'offrent aux femmes et aux filles et les problèmes qu'elles continuent de rencontrer	3–16	3
III. Facteurs et mécanismes de changement.	17–19	7
IV. Conclusion et recommandations.	20–33	8

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 2003/77 de la Commission des droits de l'homme, relative à la situation des droits de l'homme en Afghanistan, dans laquelle la Commission a demandé à l'Autorité afghane de transition, en application de l'Accord de Bonn « de respecter et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales des femmes et filles afghanes, notamment en fournissant un appui suffisant au Ministère de la condition féminine, en protégeant les femmes contre toutes les formes de violence, en leur assurant l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, en s'occupant du problème de leur détention extrajudiciaire et en assurant leur pleine participation dans tous les domaines de la vie afghane » [par. 10 g)]. La Commission a invité la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes à continuer d'examiner la situation des femmes et des filles en Afghanistan et à présenter un rapport à l'Assemblée générale, ainsi qu'à elle-même.

2. Ce rapport complète le chapitre sur l'Afghanistan du rapport intitulé « Évolution, aux niveaux international, régional et national, des violences à l'égard des femmes » (E/CN.4/2003/75/Add.1 par. 893 à 904), qui avait été présenté à la dernière session de la Commission afin de donner un aperçu de la situation des femmes et des filles en Afghanistan, et notamment des lois, politiques, programmes et questions les concernant. Pour éviter les redites, il ne porte que sur les faits nouveaux en ce qui concerne aussi bien les opportunités qui s'offrent aux femmes et aux filles que les problèmes qu'elles continuent de rencontrer. Il gagnerait donc à être lu en parallèle avec le rapport antérieur. Il est le résultat de l'étude de documents contenant des informations sur ces questions¹.

II. Les opportunités qui s'offrent aux femmes et aux filles et les problèmes qu'elles continuent de rencontrer

3. La sécurité, la stabilité politique et l'instauration d'un ordre économique viable à long terme demeurent les principaux objectifs à atteindre dans l'optique de la restructuration de la société afghane. Toutes les informations dignes de foi indiquent que les forces ont intérêt à maintenir une économie de guerre et à provoquer une nouvelle déstabilisation du pays, sont encore actives et très proches des organes légitimes de l'État. Cet état de choses menace et compromet les efforts déployés pour créer un climat favorable, fondé sur la transparence et l'absence d'intimidation, de harcèlement, d'oppression et de violence. La vulnérabilité des femmes et des filles reste, sans nul doute, étroitement liée à cette situation « chaotique ».

4. Cela dit, au cours de la période à l'examen, des progrès notables ont été accomplis en Afghanistan dont le plus important pour les femmes et les filles est la ratification sans réserve de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le 5 mars 2003. La ratification de cette « charte internationale des droits des femmes » est un coup de pouce pour les femmes afghanes qui s'efforcent d'influer sur les changements en cours et de contribuer à l'instauration de l'état de droit dans leur pays. La Convention offre un cadre juridique international dans lequel peuvent s'inscrire les réformes législatives nationales et les activités de promotion et protection des droits des femmes en

Afghanistan, qui visent notamment à éliminer la discrimination dans des domaines vitaux comme l'éducation, l'emploi, le mariage et les rapports familiaux, les soins de santé en général et de santé en matière de procréation, en particulier la politique, les finances et le droit. La Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan a fait traduire la Convention en pachtoune et en dari et l'a fait distribuer dans tout le pays. Un travail de formation, que la communauté internationale devrait appuyer davantage, a également été effectué pour que les principes consacrés par la Convention et les obligations qu'elle impose en termes de rapports à présenter soient bien compris.

5. Il est encourageant également de constater qu'en dépit de multiples obstacles, un grand nombre de femmes ont cherché à participer aux consultations publiques en vue de l'élaboration de la nouvelle Constitution. Il faut espérer que les aspirations des femmes afghanes ainsi que les obligations internationales de l'Afghanistan seront dûment prises en considération et incorporées dans le texte définitif de la nouvelle Constitution. La façon dont cette nouvelle Constitution conciliera les différentes revendications et les intérêts divergents ainsi que les exigences des diverses traditions juridiques, revêt une importance cruciale pour l'évolution de la situation des femmes et des filles. C'est pourquoi, tout au long du processus de transition, des mesures doivent être prises pour assurer la pleine participation des femmes à la Loya Jirga constituante et à toutes les étapes de l'examen et de l'adoption de la Constitution.

6. En dépit des progrès signalés cette année dans certaines régions d'Afghanistan, la détérioration de la sécurité et le manque de soutien de la communauté internationale compromettent les efforts de reconstruction et les initiatives prises en vue de l'application efficace des plans et programmes de développement. D'autre part, il existe de grandes disparités entre la situation des femmes et des filles, à Kaboul et dans le reste du pays, ainsi qu'entre les zones rurales et les zones urbaines. L'impunité et l'instabilité politique persistante favorisent l'émergence de nouvelles formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes, et le changement s'accompagne de nouveaux risques pour les groupes vulnérables. Par ailleurs, les attitudes conservatrices et autoritaires et les pratiques traditionnelles discriminatoires qui prévalent viennent nourrir et perpétuer les préjugés sexistes et leurs multiples manifestations sous forme de discrimination et de violence à l'égard des femmes dans la vie privée comme publique. Bien que les politiques nationales interdisant l'éducation des filles et le travail des femmes aient été abandonnées, les communautés et les familles continuent à imposer des restrictions aux déplacements, aux déplacements et aux activités des femmes et des filles. Même lorsque ces restrictions directes pourraient être assouplies, la persistance d'un environnement sociopolitique défavorable empêche les femmes de prendre des initiatives, à cause d'un climat caractérisé par la peur plutôt que par la confiance.

7. Les rapports font état d'un important décalage dans la gestion des affaires publiques à Kaboul et ailleurs. Il s'ensuit qu'en dehors de Kaboul, la sécurité des femmes est menacée par la présence et l'influence de chefs locaux qui commettraient des actes d'extorsion, de pillage, de harcèlement, d'enlèvement et de violences sexuelles contre les femmes en toute impunité. Le viol est une manifestation courante et récurrente de l'insécurité ambiante; il prend souvent la forme de viols collectifs et concerne en particulier les femmes et les filles des communautés minoritaires du nord, les femmes et les filles de groupes nomades et les femmes travaillant pour des organisations humanitaires ou faisant partie des

proches de personnes qui travaillent pour ces organisations. D'autre part, depuis le renversement du régime des Taliban, les vieilles tensions et les conflits restés sans solution entre groupes ethniques sont à l'origine de nouveaux mouvements et déplacements de populations, en particulier chez les Pashtounes du nord, d'où une recrudescence des affrontements et des exactions. Les Pashtounes auraient été victimes de nombreux sévices, violences sexuelles, assassinats, extorsions et pillages.

8. Les attaques contre les écoles de filles compromettent la possibilité qu'ont ces dernières de retourner à l'école. Par ailleurs, la sécheresse, la guerre et la crise économique croissante ont eu des conséquences négatives sur l'éducation des filles car les familles préfèrent marier leurs filles de plus en plus jeunes, dans certains cas, pour tirer profit de la pratique traditionnelle de la dot qui non seulement prive les filles de la possibilité de s'épanouir sur le plan personnel, mais aussi les expose à des grossesses précoces et répétées, et partant au risque de complications liées à la grossesse et à l'accouchement.

9. La forte discrimination à l'égard des femmes en Afghanistan se retrouve dans le système de justice pénale. D'après les informations disponibles, les femmes, qu'elles soient victimes ou accusées, se voient refuser l'accès à la justice et font l'objet d'une discrimination dans les systèmes de justice formelle et informelle². L'attitude sexiste des fonctionnaires de la police et de la justice aggrave et multiplie les injustices que subissent les femmes. Les juges et les procureurs hommes sont généralement insensibles vis-à-vis des femmes et ignorants des questions qui les affectent, comme la violence sexuelle et physique. Il est très rare que des poursuites judiciaires soient engagées contre les auteurs d'actes criminels visant des femmes. Une démarche comportant plusieurs volets devra être adoptée pour remédier à cette discrimination généralisée et persistante, par le biais notamment du renforcement du pouvoir des femmes vulnérables au moyen de conseils et d'avis juridiques, de la formation du personnel judiciaire et de la promotion de l'Association des femmes juges afghanes créée en mars 2002. Il faut toutefois commencer par prendre des mesures d'urgence pour que les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes ne jouissent plus de l'impunité dans le cadre du système de justice pénale. Les initiatives encourageantes prises l'année passée, qui consistaient à exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités des juges et des avocats, peuvent sembler mineures, mais elles représentent un pas important vers l'instauration d'un état de droit et vers un système de justice accessible à tous en Afghanistan.

10. La violence au sein de la famille, perçue comme une affaire privée, est un phénomène extrêmement courant en Afghanistan. Ni les autorités ni le public ne veulent reconnaître l'existence de la violence des hommes, maris ou parents, vis-à-vis des femmes, au sein de la famille, ou faire face à cette violence et la combattre de façon appropriée. Même dans les cas graves, la police et les tribunaux ne traitent pas la violence familiale comme une infraction pénale. Ce n'est donc que lors des procédures de divorce devant les tribunaux civils que les cas de violence familiale à l'égard des femmes sont abordés et là encore, les juges se refusent à considérer que les accusations de violence physique engagent d'une façon ou d'une autre la responsabilité pénale du mari. Dans les affaires de violence conjugale, les tribunaux se prononcent généralement en faveur de la réconciliation des partenaires et renvoient le plus souvent les femmes à leur conjoint violent. Le refus de criminaliser cette pratique et l'absence de toute forme de soutien aux femmes

victimes de violences conjugales ou familiales rend donc pratiquement impossible l'introduction par une femme, ou un tiers, d'une procédure devant la justice. Les professionnels de la santé révèlent que l'impossibilité dans laquelle se trouvent les femmes victimes de violences conjugales d'obtenir le divorce les conduit souvent au suicide. Ils signalent également que, dans certaines régions, les hôpitaux soignent un grand nombre de femmes pour des brûlures qui font rarement l'objet d'une enquête. De nombreuses femmes tentant d'échapper aux mauvais traitements que leur infligeait leur mari (voir ci-dessous) ont également été placées en détention pour avoir « fugué ».

11. Les poursuites pour viol sont aussi extrêmement rares dans le système de justice pénale et ce, en partie, à cause du manque de moyens mis à la disposition de la police judiciaire pour enquêter comme il se doit sur les viols, et de la règle du silence qui oblige les victimes et les témoins d'agressions sexuelles à se taire. D'après la police et les procureurs, seuls les résultats des tests de virginité et les déclarations des témoins éventuels font actuellement foi devant les tribunaux dans les affaires de viol. Les victimes de viol renoncent souvent à porter plainte officiellement par crainte de subir d'autres humiliations et d'être poursuivies pour activité sexuelle illicite.

12. Le mariage précoce ou forcé est une infraction pénale au retard du droit afghan. Toutefois, il est courant que les filles soient forcées à se marier, voire dans certains cas, vendues à des hommes beaucoup plus âgés. Ces pratiques ne sont généralement pas réprimées en tant qu'infractions pénales en raison des préjugés du personnel judiciaire et de la société en général. Cette situation porte doublement atteinte aux droits fondamentaux des femmes qui, d'une part, sont privées du droit de mener leur vie comme elles l'entendent, et d'autre part, sont obligées de vivre dans des conditions potentiellement dangereuses où elles risquent la mort.

13. Du fait des contradictions inhérentes aux pratiques décrites plus haut, les femmes demeurent vulnérables et continuent d'être emprisonnées pour des infractions ou des délits à caractère social ou sexuel comme le refus du mariage forcé, l'abandon du domicile conjugal ou familial pour cause de violence, et le *zina*, c'est-à-dire, les rapports sexuels hors mariage ou l'infidélité.

14. La plupart de ces femmes ont été soit forcées à se marier soit vendues jeunes par leur famille. Dans les deux cas, il y a souvent violence sexuelle et physique et sévices de la part du mari ou de ses proches. Malgré les conséquences graves auxquelles elles s'exposent, elles préfèrent s'enfuir, souvent avec l'aide d'un autre homme, ce qui ouvre la voie aux accusations de *zina*. En cas de *zina*, même s'il est prouvé qu'il y a eu mariage forcé ou maltraitance, les responsables de ces actes ne sont pas punis. Généralement, les juges ne s'intéressent pas véritablement à la situation des accusées, pas plus qu'à la nature et à la gravité des violences physiques ou sexuelles qu'elles ont subies, et n'en tiennent pas compte lorsqu'ils rendent leur jugement.

15. Une femme incarcérée peut être détenue pendant des mois, dans des conditions qui sont loin de répondre aux normes internationales minimales, avant de comparaître devant un juge. Sa détention se justifie souvent par la nécessité de la protéger des violentes représailles de la famille ou de la communauté ou de se plier aux coutumes sociales et satisfaire l'opinion publique, ou encore par l'absence d'arrangements sociaux ou institutionnels autres que la détention.

16. Les femmes et les filles sont également privées de leurs droits fondamentaux dans le cadre de la jirga, système de justice informel, qui applique la loi tribale et les normes traditionnelles aux règlements des différends et des litiges. Les jirgas règlent toutes sortes de différends relatifs à des questions de propriété foncière et d'eau, de meurtre, de vendetta, de trouble de l'ordre public, etc. Leur objectif est de restaurer l'harmonie au sein de la communauté conformément aux règles coutumières établies, souvent fondées sur une hiérarchie patriarcale discriminatoire vis-à-vis des femmes et des enfants. Ainsi, l'une des méthodes couramment utilisées par les jirgas pour mettre fin aux hostilités entre les parties à un conflit (des familles) consiste à imposer une indemnisation qui prend parfois la forme d'un don à la famille de la victime par la famille du coupable d'une ou de plusieurs filles à titre de dédommagement. Selon la nature de l'incident, le différend peut également être réglé grâce à un échange de filles entre les deux familles. Ces méthodes de règlement des différends ou de dédommagement, qui impliquent le plus souvent un mariage entre deux membres des familles en conflit, visent non seulement à rétablir la « justice » mais également à forger des alliances entre les parties en conflit. Malheureusement, au regard du droit international, de telles pratiques violent l'interdiction frappant l'esclavage et la discrimination et constituent également une forme de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Rien n'indique que l'État ait pris des mesures quelconques pour empêcher de tels abus, en protéger les victimes ou en punir les auteurs.

III. Facteurs et mécanismes de changement

17. Le Ministère de la condition féminine est la principale structure institutionnelle créée expressément pour promouvoir la participation des femmes dans le processus de réintégration et de construction. Étant donné la discrimination dont les femmes afghanes ont été victimes par le passé et vu l'insécurité qui continue de régner dans le pays, il a un rôle de premier plan à jouer dans la promotion et la protection des droits des femmes afghanes et dans la coordination des activités en la matière. Il doit être davantage appuyé et doté de ressources supplémentaires pour être mieux à même de coordonner la mise en oeuvre de la Convention et donner des avis éclairés sur les politiques et les programmes des nombreux ministères et départements concernés, particulièrement dans les régions les plus reculées du pays.

18. La Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, qui a été constituée en juin 2002, est chargée d'enquêter sur toutes les violations des droits de l'homme, de suivre l'évolution de la situation dans ce domaine et d'établir un programme d'éducation en matière de droits de l'homme. Elle a mis en place des bureaux régionaux et reçoit et examine de près les plaintes concernant des violations des droits de l'homme, organise des cours de formation et lance des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme. Elle a mis au point un plan d'action axé spécialement sur les droits des femmes dont les principaux objectifs sont les suivants : i) sensibiliser le public aux droits des femmes et à leur participation à la vie publique, ii) améliorer la coordination entre ses services, ceux de l'État, les organismes des Nations Unies et les ONG internationales et nationales, iii) suivre de près les violations des droits des femmes à Kaboul et dans les provinces et faire rapport à ce sujet, iv) appuyer la participation informée et active des femmes au sein de la Loya Jirga constituante et aux élections, et veiller à ce que l'égalité de droit

entre hommes et femmes soit consacrée dans la Constitution, v) surveiller le système législatif afghan pour s'assurer qu'il respecte les droits des femmes, vi) suivre la situation des femmes dans les prisons et dans les centres de détention avec l'aide de la Section chargée du suivi et des enquêtes, et vii) former son propre personnel à la protection et à la promotion des droits des femmes. Les efforts que déploient la Commission et ses antennes régionales sont entravés par le manque de moyens qui les empêche en particulier d'élaborer un vaste programme de suivi du pouvoir judiciaire et notamment du fonctionnement des tribunaux. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fournit une assistance technique pour renforcer les moyens d'action de la Commission mais la communauté internationale doit d'urgence lui apporter une aide supplémentaire.

19. La Commission de réforme de la justice, créée en novembre 2002, et composée de 11 éminents juristes afghans est chargée de « reconstruire le système judiciaire national conformément aux préceptes de l'islam, aux normes internationales, à l'état de droit et aux traditions juridiques afghanes. » En tant que mécanisme créé par l'Accord de Bonn, la Commission de réforme de la justice n'a, toutefois, aucun rôle officiel dans l'administration de la justice. Son mandat se limite à proposer des stratégies de réforme et mobiliser une aide internationale. Elle dépend donc de la bonne volonté des organes officiels de la justice – la Cour suprême, le Ministère de la justice et le Bureau du Procureur – pour mettre en oeuvre avec succès les réformes qu'elle propose. Elle a contribué à la compilation des lois en vigueur et formé des groupes de travail qui sont actuellement en train de réviser la législation existante, y compris le Code pénal, avant de la soumettre à l'Autorité de transition pour approbation. Elle a également pris l'initiative de la création du Centre d'enseignement juridique, et ses membres ont dernièrement mené à bien une évaluation du système judiciaire. Le Centre organise une formation aux droits de l'homme à l'intention des autorités judiciaires, et notamment des jeunes juristes aux termes d'un accord avec la Cour suprême et le Ministère de la justice. Tous les jeunes juristes intéressés par la magistrature doivent avoir suivi cette formation avec succès. Le deuxième programme de formation, destiné aux juges et aux procureurs en exercice, est exécuté par l'Organisation internationale de développement du droit (IDLO). Cette dernière a malheureusement décidé de ne pas inclure les droits des femmes et la sensibilisation aux inégalités entre hommes et femmes dans ses modules de formation, jugeant ces questions « trop délicates pour les Afghans ». Cette décision extrêmement préoccupante est lourde de conséquences pour l'accès des femmes à la justice et devrait être sérieusement remise en cause.

IV. Conclusion et recommandations

20. **L'écrasante majorité des informations ayant servi à l'établissement de ce rapport indique que la stabilité politique est loin d'être atteinte en Afghanistan et que son instauration demeure une des tâches majeures à accomplir non seulement par l'Autorité afghane de transition mais également par l'ensemble de la communauté internationale, au même titre que la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles et la protection de celles-ci contre toutes sortes de violences et sévices. En bref, l'établissement de l'état de droit en Afghanistan reste un des objectifs prioritaires à atteindre d'urgence pour les organisations, qu'elles soient gouvernementales, non gouvernementales ou internationales. Les femmes afghanes ne doivent pas être considérées comme**

des spectatrices passives ou simples bénéficiaires de ce processus. Il est essentiel qu'elles soient étroitement associées à chaque étape de la conception et de la construction de l'avenir de leur pays et de leur propre futur. C'est pourquoi, compte tenu de ces observations, les recommandations suivantes sont portées à l'attention des acteurs concernés aux niveaux national et international.

Au niveau national

21. L'Autorité afghane de transition ainsi que tous les groupes présents en Afghanistan sont tenus, en application de l'Accord de Bonn, de :

a) Respecter intégralement tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sans discrimination d'aucune sorte, notamment sans distinction de sexe, d'appartenance ethnique ou de religion, conformément au droit international;

b) S'acquitter rigoureusement des obligations que leur imposent les instruments relatifs aux droits de l'homme et le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la condition des femmes et des filles.

22. L'Autorité de transition doit apporter au Ministère de la condition féminine l'appui et les ressources dont il a besoin pour fonctionner efficacement dans tout le pays et, conformément à ses obligations en vertu des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la recommandation générale No 19 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, mettre fin à toutes les violations des droits fondamentaux des femmes et des filles.

23. L'Autorité afghane de transition devrait montrer la voie et veiller à ce que les coutumes et les rites en usage dans les communautés qui violent les droits des femmes soient éliminés. Des stratégies multiples, associant réformes législatives et éducatives et campagnes de sensibilisation par les médias, devraient être mises en oeuvre pour favoriser une évolution des comportements discriminatoires et des pratiques sociales telles que l'échange de filles à titre de dédommagement pour des délits commis par des hommes.

24. Tous les acteurs intéressés devraient se mobiliser, y compris les femmes elles-mêmes, dans le cadre d'une vigoureuse campagne visant à encourager la pleine participation des femmes à la vie politique, économique et sociale du pays. À cet égard, toutes les composantes de la société, en particulier les hommes, devraient être sensibilisées, au moyen d'un enseignement scolaire ou extrascolaire, à l'importance du rôle des femmes dans la société et de la contribution qu'elles peuvent apporter à la reconstruction du pays. L'exemple positif des autres pays musulmans à cet égard, ainsi que le dialogue avec les groupes de femmes de ces pays, contribueraient à appuyer ce processus et donneraient des moyens d'action aux artisans du changement, femmes et hommes.

25. Les politiques et les programmes du Gouvernement concernant la violence à l'égard des femmes doivent être axés sur la promotion des droits fondamentaux des femmes qui en sont les victimes et sur la protection de ces femmes vulnérables pour qu'elles ne soient pas exposées à d'autres actes de

violence et à des sévices, du fait de leur marginalisation, de leur criminalisation, de leur condamnation sociale et de leur exclusion.

26. Les femmes victimes de sévices sexuels ne sont pas des criminelles et, par conséquent, ne devraient pas être soumises contre leur gré à des mesures de protection humiliantes. Le placement d'office en détention préventive des femmes victimes d'actes de violence sexistes devrait être remplacé par d'autres méthodes respectueuses des droits et des libertés des femmes. Il faudrait ouvrir des refuges, avec la collaboration des services publics et des organisations non gouvernementales, pour assurer la sécurité de ces femmes et leur offrir des services juridiques et un soutien psychologique. Leur réintégration dans la famille et au sein de la communauté doit être soigneusement organisée, supervisée et suivie afin qu'elles ne soient pas exposées à d'autres humiliations et sévices.

27. Les femmes afghanes ne verront pas leurs droits fondamentaux pleinement réalisés et ne pourront pas apporter leur contribution à la société et y participer sur un pied d'égalité avec les hommes tant qu'elles seront la cible de violences multiples et systématiques. L'Autorité afghane de transition doit donc se fixer comme priorité de promouvoir et protéger l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes et agir avec la diligence due pour prévenir, instruire et poursuivre tous les actes de violence à l'égard des femmes en s'employant à :

a) Appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme et mettre en oeuvre pleinement les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui se rapportent à la violence contre les femmes et les filles;

b) Prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre les femmes plus autonomes et renforcer leur indépendance économique et pour protéger et promouvoir l'exercice intégral de tous les droits fondamentaux et de toutes les libertés fondamentales afin que les femmes et les filles soient mieux en mesure de se protéger contre la violence et de faire appel à la justice et obtenir gain de cause;

c) Condamner la violence contre les femmes et de ne pas invoquer la coutume, la tradition ou des pratiques liées à la religion ou à la culture pour se soustraire à son obligation d'éliminer cette violence;

d) Amplifier les efforts tendant à élaborer ou appliquer des mesures éducatives, sociales et autres destinées à prévenir la violence contre les femmes, notamment l'adoption et l'application de lois, la diffusion d'informations, la collaboration active avec les acteurs communautaires et la formation du personnel juridique, judiciaire et sanitaire, et, si possible, la mise en place de services de soutien ou leur renforcement;

e) Adopter – ou le cas échéant la renforcer ou la modifier – une législation nationale, notamment des dispositions visant à renforcer la protection des victimes, à poursuivre, réprimer et réparer les torts causés aux femmes et aux filles victimes de la violence, quelle qu'en soit la forme, aussi bien dans le cadre familial, sur le lieu de travail, dans la communauté ou dans la société qu'en détention ou dans des situations de conflit armé, en veillant à ce que ces dispositions soient conformes aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire, ainsi que

prendre des mesures pour enquêter sur les personnes qui commettent des actes de violence contre les femmes et les punir;

f) Formuler, mettre en oeuvre et promouvoir, à tous les échelons pertinents, des plans d'action tendant à éliminer la violence contre les femmes, en s'inspirant, entre autres, de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ainsi que des instruments régionaux pertinents se rapportant à la violence contre les femmes;

g) Appuyer les initiatives menées par les organisations féminines et les organisations non gouvernementales en faveur de l'élimination de la violence contre les femmes et instaurer des liens de collaboration ou les renforcer, au niveau national, avec les organisations communautaires et non gouvernementales intéressées, ainsi qu'avec des institutions des secteurs public et privé, en vue d'élaborer et d'appliquer efficacement des dispositions et politiques visant à remédier à la violence contre les femmes, y compris dans le domaine des services d'appui aux victimes;

h) Intensifier les efforts de sensibilisation individuelle et collective au problème de la violence contre les femmes, mettre en évidence le rôle revenant aux hommes dans la prévention et l'élimination de la violence, et encourager et appuyer les initiatives tendant à promouvoir un changement de comportement chez les auteurs de violences contre les femmes;

i) Élaborer – et/ou renforcer, y compris par un financement – des programmes de formation des personnels judiciaire, juridique, médical, social, policier, pénitentiaire et militaire et personnel de maintien de la paix, de secours humanitaire et des services de l'immigration en vue de prévenir tous abus de pouvoir générateurs de violence contre les femmes et de sensibiliser ces personnels à la nature des actes et menaces de violence fondée sur le sexe;

j) Examiner les effets des stéréotypes relatifs aux rôles respectifs des hommes et des femmes, qui contribuent au phénomène de la violence contre les femmes, et prendre des mesures pour y remédier, notamment en coopération avec le système des Nations Unies, les organisations régionales, la société civile, les médias, et les autres acteurs concernés.

28. Il faut développer les capacités des services de répression et des institutions judiciaires pour que le système de justice pénale ait réellement les moyens d'obliger les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes, y compris les mariages forcés et la vente des filles, à répondre de leurs actes. L'Autorité afghane de transition devrait, avec l'aide de la communauté internationale, faire figurer les enquêtes et les poursuites concernant les actes criminels commis contre les femmes et les différentes façons de traiter les femmes selon qu'elles sont victimes ou accusées dans tous les programmes de formation à l'intention des policiers, des procureurs et des juges. Afin que ces préoccupations soient effectivement prises en considération, les budgets des programmes devraient être calculés et organisés par rubrique en fonction des modalités d'intervention. En outre, l'Autorité afghane de transition doit élaborer des codes de conduite à l'intention du personnel judiciaire et des services de répression, dans lesquels seraient totalement intégrées des procédures visant à garantir le respect des droits et la protection des femmes, qu'elles soient victimes ou accusées. Les femmes et les filles victimes de la

violence au sein de la famille pour avoir transgressé certaines coutumes doivent être protégées.

29. Des mesures positives doivent être prises pour que le nombre de policières et de femmes procureurs ou juges augmente. L'absence d'accès des femmes à la justice ainsi que la discrimination qui s'exerce contre elles dans le système de justice pénale sont aggravées par le manque de femmes à des postes de responsabilité dans le système de justice pénale afghan. L'Autorité afghane de transition, soutenue par la communauté internationale, devrait veiller à ce que les femmes aient les mêmes possibilités d'accès à l'emploi dans la police et dans les institutions judiciaires que les hommes.

30. L'Autorité afghane de transition et la communauté internationale doivent agir immédiatement pour que la nouvelle Constitution et la législation existante soient conformes aux dispositions de la Convention et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui garantissent l'égalité et la non-discrimination. Elles devraient, surtout, prendre des mesures pour que la violence à l'égard des femmes, notamment, le viol, la vente ou le don de femmes ou de filles comme moyen de règlement des différends ou indemnisation, ainsi que le mariage forcé soient érigés en crimes.

31. L'Autorité afghane de transition devrait abroger les lois qui sont discriminatoires vis-à-vis des femmes et des filles, et servent à les emprisonner ou à les soumettre à des traitements cruels, inhumains et dégradants, notamment celles concernant le *zina*. Tous les efforts visant à réformer le système judiciaire devraient également reposer sur une analyse des mécanismes existants de justice informelle, qui tendent à déterminer si ces mécanismes appliquent des règles et des procédures conformes aux normes relatives à la protection des droits de l'homme, y compris le droit à un procès équitable, l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, et la non-discrimination. Une attention particulière doit être accordée aux droits des femmes et des filles conformément au droit international et national. Afin de s'acquitter de son devoir de diligence en ce qui concerne la protection des droits de l'homme, l'Autorité afghane de transition doit veiller à ce que les *jirgas* et les *shuras* (assemblées) respectent strictement le droit international relatif aux droits de l'homme. Dans tous les cas où les membres d'une *jirga* ou d'une *shura* semblent avoir commis des violations des droits de l'homme, une enquête approfondie doit être menée, et tous les participants doivent être poursuivis en justice.

À l'échelon international

32. La communauté internationale doit continuer d'apporter un soutien pour mener à bonne fin le processus de transition envisagé par l'Accord de Bonn. Les pays donateurs qui ont annoncé une aide financière devraient remplir promptement leurs engagements. La communauté internationale devrait fournir une aide à long terme, de même qu'un appui budgétaire immédiat dans le cadre des dépenses courantes de l'Autorité de transition et pour la reconstruction de l'Afghanistan sur le plan social et économique ainsi que le relèvement de la société, et l'amorce d'un changement durable en faveur des femmes.

33. La communauté internationale doit continuer de soutenir l'exécution du mandat confié à la Force internationale d'assistance à la sécurité lors de sa

constitution, à savoir rétablir la sécurité et aider l'administration centrale, en attendant que les forces nationales de sécurité se mettent en place.

Notes

- ¹ Yakin Ertürk a pris ses fonctions de Rapporteuse spéciale en août 2003, et elle n'a pas eu le temps d'effectuer une mission d'enquête dans le pays.
- ² Informations communiquées à la Rapporteuse spéciale par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Amnesty International et Human Rights Watch.